



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

JX

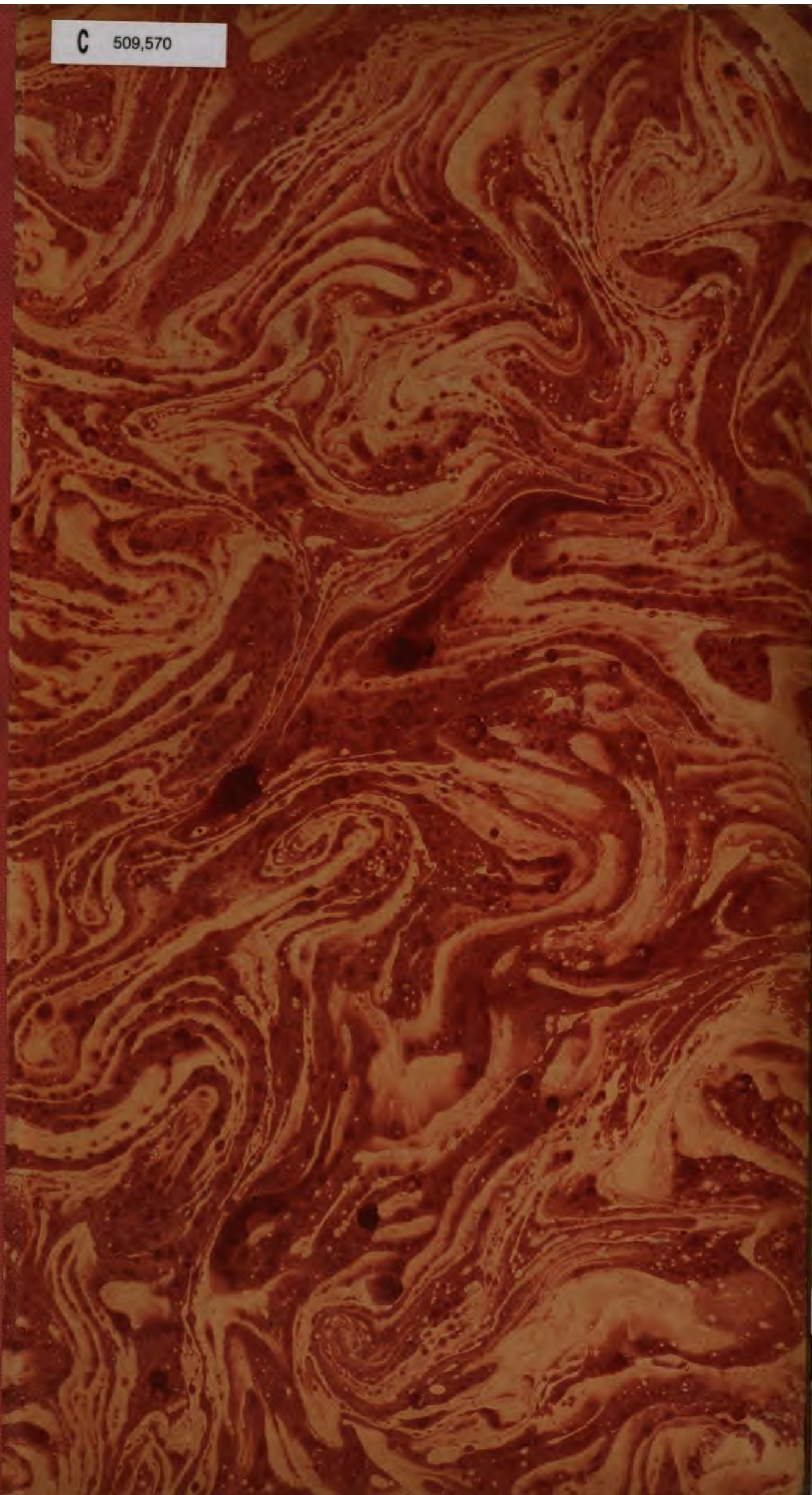
681

A2

1886b

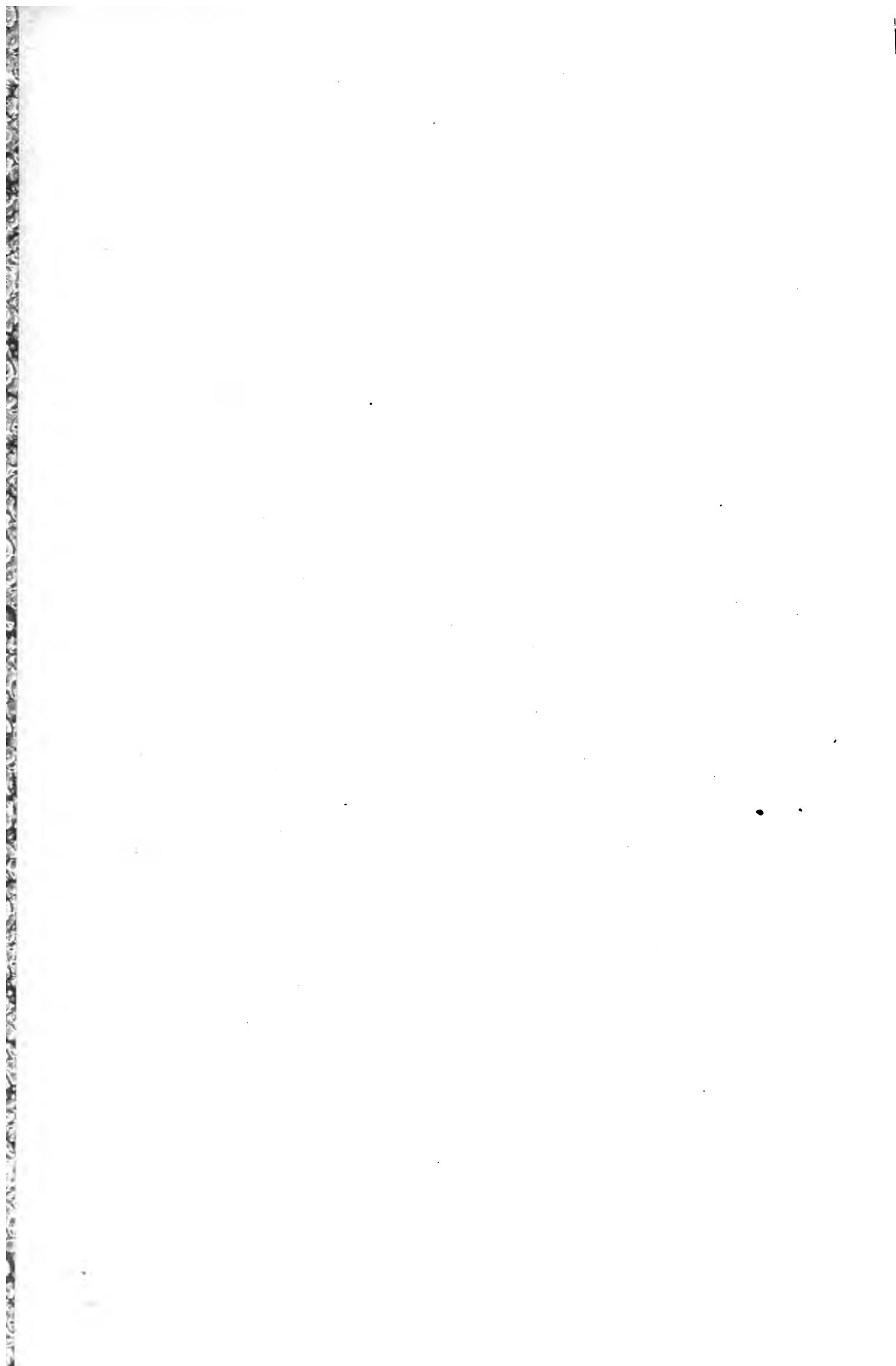
C

509,570









JX
681
A2
1886G

10
buv 7.25

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DOCUMENTS OFFICIELS

RELATIFS

**À L'ORGANISATION DU PROTECTORAT FRANÇAIS
EN TUNISIE.**



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXVI.

France. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DOCUMENTS OFFICIELS

RELATIFS

À L'ORGANISATION DU PROTECTORAT FRANÇAIS

EN TUNISIE.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXVI.

11

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DOCUMENTS OFFICIELS

RELATIFS

À L'ORGANISATION DU PROTECTORAT FRANÇAIS EN TUNISIE.

I.

TRAITÉ

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE BEY DE TUNIS.

Le Gouvernement de la République française et celui de Son Altesse le Bey de Tunis,

Voulant empêcher à jamais le renouvellement des désordres qui se sont produits récemment sur les frontières des deux États et sur le littoral de la Tunisie, et désireux de resserrer leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage, ont résolu de conclure une Convention à cette fin dans l'intérêt des deux Hautes Parties contractantes.

En conséquence, le Président de la République française a nommé pour son Plénipotentiaire M. le Général BRÉART, qui est tombé d'accord avec Son Altesse le Bey sur les stipulations suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres Con-

ventions existant actuellement entre la République française et Son Altesse le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés.

ART. 2.

En vue de faciliter au Gouvernement de la République française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les Hautes Parties contractantes, Son Altesse le Bey de Tunis consent à ce que l'Autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour assurer le rétablissement de l'ordre et la sécurité des frontières et du littoral.

Cette occupation cessera lorsque les Autorités militaires françaises et tunisiennes auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

ART. 3.

Le Gouvernement de la République française prend l'engagement de prêter un constant appui à Son Altesse le Bey de Tunis, contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse ou qui compromettrait la tranquillité de ses États.

ART. 4.

Le Gouvernement de la République française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le Gouvernement de la Régence et les diverses Puissances européennes.

ART. 5.

Le Gouvernement de la République française sera représenté auprès de Son Altesse le Bey de Tunis par un Ministre Résident, qui veillera à l'exécution du présent Acte, et qui sera l'intermédiaire des rapports du Gouvernement français avec les Autorités tunisiennes pour toutes les affaires communes aux deux pays.

ART. 6.

Les Agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étran-

gers seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence.

En retour, Son Altesse le Bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au Gouvernement de la République française et sans s'être entendu préalablement avec lui.

ART. 7.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la Dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie.

ART. 8.

Une contribution de guerre sera imposée aux tribus insoumises de la frontière et du littoral. Une convention ultérieure en déterminera le chiffre et le mode de recouvrement dont le Gouvernement de Son Altesse le Bey se porte responsable.

ART. 9.

Afin de protéger contre la contrebande des armes et des munitions de guerre les possessions algériennes de la République française, le Gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis s'engage à prohiber toute introduction d'armes ou de munitions de guerre par l'île de Djerba, le port de Gabès ou les autres ports du sud de la Tunisie.

ART. 10.

Le présent Traité sera soumis à la ratification du Gouvernement de la République française, et l'instrument de ratification sera remis à Son Altesse le Bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

Casr Saïd, le 12 mai 1881.

MOHAMMED ES SADOQ BEY,
Général BRÉART.

II.

RAPPORT

ADRESSÉ AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

À L'EFFET

DE RATTACHER AUX DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS CORRESPONDANTS
LES DIVERS SERVICES FONCTIONNANT EN TUNISIE.

DÉCRET CONFORME.

Paris, le 22 avril 1882.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les conventions conclues à diverses époques avec le Bey de Tunis, notamment le traité du 12 mai 1881, ont eu pour résultat d'attribuer au Gouvernement français une direction plus ou moins étendue sur certains services de la Régence. C'est ainsi que, depuis le Traité du 12 mai, les affaires étrangères sont soumises au contrôle direct du Ministre Résident, et qu'aucun acte international ne peut être signé sans notre assentiment.

De même, en vertu des Arrangements des 4 avril 1868, 5 juillet 1869 et 23 mars 1870, la France occupe une place prééminente dans la Commission financière qui administre, en fait, les principaux revenus de la Régence. Dans plusieurs circonstances, les travaux publics ont reçu notre direction : le chemin de fer de Tunis à Alger, par exemple, est contrôlé par des agents français et l'insuffisance des recettes est suppléée par notre garantie. Je passe sous silence d'autres faits du même genre. Cette intervention de notre part est évidemment destinée à s'accroître dans l'avenir par l'effet naturel de notre Protectorat. Nous préparons, en ce moment, l'organisation d'un corps de troupes indigènes. Nous étudions également l'institution d'un tribunal français et la création à Tunis d'un établissement d'enseignement primaire supérieur. Il est permis de prévoir l'époque où la Régence offrira sur son territoire une représentation plus ou moins exacte de nos divers services.

Jusqu'ici le soin de cette organisation a appartenu exclusivement au Ministre des Affaires étrangères. Mais celui-ci se trouverait difficilement en mesure de répondre aux nouvelles exigences de la situation créée par le Traité du 12 mai.

En effet, le Département des Affaires étrangères n'est pas constitué de manière à pourvoir à des besoins aussi variés. Il ne peut à lui seul faire face

aux nécessités complexes qu'entraînent des administrations qui, en France, sont de la compétence de plusieurs départements ministériels.

Le moment semble venu d'adopter une organisation plus en harmonie avec la nature des choses. Les services restreints ou non qui fonctionnent en Tunisie, à l'instar des services publics français et qui relèvent de notre action, doivent être rattachés plus directement aux départements ministériels correspondants. L'action du Ministre de la Justice devra s'exercer sur le tribunal français; celle du Ministre de l'Instruction publique sur nos institutions d'enseignement; celle du Ministre des Travaux publics sur les travaux des ports et des chemins de fer, etc., etc.

Le Ministre des Affaires étrangères se restreindra, dès lors, à son rôle naturel, c'est-à-dire à l'action diplomatique et aux questions d'intérêt international. Toutefois, comme toutes les affaires administratives, de quelque nature qu'elles soient, sont susceptibles sur une terre étrangère de soulever des difficultés politiques, il conviendra que les décisions prises et les instructions données par les Ministres compétents soient examinées à ce point de vue spécial par le Ministre des Affaires étrangères.

Je propose donc que toutes les communications échangées entre les divers départements ministériels et notre Ministre Résident à Tunis passent sous les yeux du Ministre des Affaires étrangères, qui ne les retiendra qu'autant qu'elles soulèveront des questions d'ordre diplomatique.

Le Ministre Résident se trouvera ainsi investi d'un double caractère. Il sera à la fois le représentant diplomatique de la République et l'Agent direct des différents départements ministériels.

Je crois que cette organisation, pourvue de la flexibilité suffisante pour toutes les éventualités de l'avenir, répondra au vœu de l'opinion publique qui, en Tunisie comme en France, demande avec instance l'amélioration du régime actuel et l'inauguration des réformes qui doivent être la conséquence du Traité du 12 mai.

Si vous adoptez cette manière de voir, je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre approbation le présent Rapport, qui est suivi d'un décret conforme délibéré avec mes Collègues.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

C. DE FREYCINET.

Approuvé :

Le Président de la République,

JULES GRÉVY.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Les divers services ou établissements fonctionnant en Tunisie, sous l'action du Gouvernement français, seront, dans les limites où s'exerce cette action, placés dans la dépendance du département ministériel correspondant de la République.

ART. 2.

Le Ministre Résident à Tunis sera le représentant direct de tous ces services et, à ce titre, correspondra avec les Ministres français, desquels il recevra ses instructions.

ART. 3.

Les communications échangées entre le Ministre Résident et les Membres du Gouvernement français passeront par l'intermédiaire du Ministre des Affaires étrangères qui les examinera au point de vue spécial de l'action diplomatique et des intérêts internationaux et indiquera, s'il y a lieu, les observations que suggérera cet examen.

ART. 4.

Les projets d'organisation et les demandes de crédits y afférents que ces divers services pourraient entraîner seront soumis à l'avis du Ministre des Affaires étrangères qui les contresignera de concert avec les Ministres compétents.

ART. 5.

Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui concerne son département, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 avril 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

C. DE FREYCINET.

III.

LOI

PORTANT ORGANISATION DE LA JURIDICTION FRANÇAISE EN TUNISIE.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Un tribunal français et six justices de paix sont institués dans la Régence de Tunis.

Le tribunal de première instance siège à Tunis; les justices de paix ont leur siège à Tunis, à la Goulette, à Bizerte, à Sousse, à Sfax et au Kef.

La circonscription du tribunal s'étend sur toute la Régence. Le ressort de chaque justice de paix sera déterminé par un décret rendu, le Conseil d'État entendu.

Au cas où les besoins du service judiciaire viendraient à l'exiger, d'autres tribunaux de première instance et d'autres justices de paix pourront être institués par des règlements d'administration publique, qui auront à en déterminer les ressorts.

ART. 2.

Ces tribunaux font partie du ressort de la cour d'Alger. Ils connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français.

Ils connaissent également de toutes les poursuites intentées contre les Français et protégés français pour contraventions, délits ou crimes.

Leur compétence pourra être étendue à toutes autres personnes par des arrêtés ou des décrets de Son Altesse le Bey, rendus avec l'assentiment du Gouvernement français.

ART 3.

Les juges de paix exercent en matière civile et pénale la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854.

Toutefois, les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un tribunal de première instance n'ont cette compétence étendue que pour les actions personnelles et mobilières en matières civile et commerciale; pour le surplus, ils

exercent la compétence ordinaire telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Algérie.

ART. 4.

Le tribunal de première instance connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 3,000 francs et des actions immobilières jusqu'à 120 francs de revenu. En premier ressort sa compétence est illimitée.

En matière correctionnelle, il statue en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la connaissance n'est pas attribuée aux juges de paix par l'article précédent.

En matière criminelle, il statue en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur une liste dressée chaque année dans des conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, les assesseurs devront être tous Français.

ART. 5.

Le tribunal statuant au criminel est saisi par un arrêt de renvoi rendu par la chambre des mises en accusation de la cour d'Alger conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle; sa décision est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle.

ART. 6.

Le tribunal assisté d'assesseurs, comme il est dit article 4, tient ses assises tous les trois mois, aux dates fixées d'avance par arrêté ministériel.

ART. 7.

Sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction criminelle déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie.

ART. 8.

Les délais des ajournements et des appels sont réglés conformément à l'ordonnance royale du 16 avril 1843.

Toutefois, si celui qui est assigné demeure hors de la Tunisie, le délai des ajournements sera :

Pour ceux qui demeurent dans les autres États, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et celui de la mer Noire, de deux mois;

Pour ceux qui demeurent hors de ces limites, de cinq mois.

ART. 9.

Lorsqu'il y aura lieu à insertions légales, elles devront, à peine de nullité, être faites dans l'un des journaux désignés à cet effet par arrêté du Ministre Résident de France à Tunis.

ART. 10.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 sur la profession de défenseur, et les dispositions des décrets et arrêtés concernant l'exercice de la profession d'huissier en Algérie sont applicables en Tunisie.

Cependant les Français et les étrangers qui, à la promulgation de la présente loi, exerceront la profession d'avocat en Tunisie et auront, dans le délai d'un mois à partir de cette promulgation, adressé au Ministre Résident une demande à l'effet de représenter les parties devant le tribunal de Tunis, pourront, après avis du tribunal, donné en la chambre du conseil, le procureur de la République entendu, être admis par décret, à titre exceptionnel, à remplir les fonctions de défenseur près ce tribunal.

ART. 11.

Le tribunal de Tunis comprend : un président, trois juges titulaires, deux juges suppléants, un procureur de la République, un substitut et un greffier.

L'un des juges désigné par le Ministre de la justice remplit les fonctions de juge d'instruction.

Le nombre des juges et substituts pourra être augmenté, et des commis greffiers pourront être institués par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

ART. 12

Les tribunaux de paix se composent d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants et d'un greffier.

Un officier de police judiciaire remplit les fonctions de ministère public.

ART. 13.

Des interprètes sont attachés aux tribunaux et justices de paix.

ART. 14.

Les décrets portant nomination et révocation des magistrats, des officiers ministériels et des interprètes sont rendus sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

ART. 15.

Les magistrats composant les tribunaux établis en Tunisie, les greffiers,

commis greffiers et interprètes attachés à ces tribunaux sont soumis aux lois et règlements qui régissent les juridictions algériennes.

Les conditions d'âge et de capacité pour leur nomination sont les mêmes que celles exigées pour l'exercice, en Algérie, des mêmes fonctions.

Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi.

ART. 16.

Les fonctions de notaire continueront à être exercées dans la Régence par les agents consulaires français, jusqu'à ce que le notariat y ait été organisé par un règlement d'administration publique.

ART. 17.

Le tarif des frais de justice, en matière civile et criminelle, sera fixé par un règlement d'administration publique.

Jusqu'à la promulgation de ce règlement d'administration publique, les tribunaux appliqueront les tarifs en vigueur en Algérie.

ART. 18.

Sont abrogées toutes les dispositions concernant la juridiction consulaire, et applicables dans la Régence de Tunis, en tant qu'elles sont contraires à celles qui précèdent.

ART. 19.

La présente loi sera exécutoire trois jours après son insertion dans le *Journal officiel* du gouvernement tunisien.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 mars 1883.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Cultes,*

F. MARTIN-FEUILLEE.

Le Ministre des Affaires étrangères,
CHALLEMEL-LACOUR.

TABLEAU LÉGISLATIF

annexé à la loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, fixant le traitement des magistrats et du personnel de la justice française en Tunisie.

TRIBUNAL DE TUNIS.

Président.....	12,000 ^f
Juge d'instruction.....	8,800
Juge.....	8,800
Juge suppléant.....	2,400
Procureur de la République.....	12,000
Substitut.....	8,000
Greffier.....	4,000
Commis greffier.....	3,000
Interprète.....	3,400

JUSTICE DE PAIX.

Juge de paix.....	5,000
Greffier.....	3,500
Interprète.....	3,000
Officier de police judiciaire.....	3,500

Vu pour être annexé à la loi du 27 mars 1883, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés.

Le Président de la République française,

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République française,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Cultes,*

MARTIN-FEUILLEE.

Le Ministre des Affaires étrangères,

CHALLEMEL-LACOUR.

IV.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA TUNISIE POUR RÉGLER LES RAPPORTS RESPECTIFS DES DEUX PAYS.

Son Altesse le Bey de Tunis, prenant en considération la nécessité d'améliorer la situation intérieure de la Tunisie, dans les conditions prévues par le Traité du 12 mai 1881, et le Gouvernement de la République ayant à cœur de répondre à ce désir et de consolider ainsi les relations d'amitié heureusement existantes entre les deux pays, sont convenus de conclure une Conven-

tion spéciale à cet effet : en conséquence, le Président de la République française a nommé pour son Plénipotentiaire M. Pierre Paul Cambon, son Ministre Résident à Tunis, officier de la Légion d'honneur, décoré de l'Haïd et grand-croix du Nichan Iftikar, etc. etc., lequel, après avoir communiqué ses pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, a arrêté, avec Son Altesse le Bey de Tunis, les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Afin de faciliter au Gouvernement français l'accomplissement de son Protectorat, Son Altesse le Bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives judiciaires et financières que le Gouvernement français jugera utiles.

ART. 2.

Le Gouvernement français garantira, à l'époque et sous les conditions qui lui paraîtront les meilleures, un emprunt à émettre par Son Altesse le Bey, pour la conversion ou le remboursement de la Dette consolidée s'élevant à la somme de 125 millions de francs et de la Dette flottante jusqu'à concurrence d'un maximum de 17,550,000 francs.

Son Altesse le Bey s'interdit de contracter, à l'avenir, aucun emprunt pour le compte de la Régence sans l'autorisation du Gouvernement français.

ART. 3.

Sur les revenus de la Régence, Son Altesse le Bey prélèvera : 1° les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt garanti par la France; 2° la somme de 2 millions de piastres (1,200,000 francs), montant de sa liste civile, le surplus des revenus devant être affecté aux dépenses d'administration de la Régence et au remboursement des charges du Protectorat.

ART. 4.

Le présent Arrangement confirme et complète, en tant que de besoin, le Traité du 12 mai 1881. Il ne modifiera pas les dispositions précédemment intervenues pour le règlement des contributions de guerre.

ART. 5.

La présente Convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République française et l'instrument de ladite ratification sera remis à Son Altesse le Bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à la Marsa, le 8 juin 1883.

ALI BEY.

PAUL CAMBON.

V.

DÉCRET

PORTANT ORGANISATION

D'UN CORPS DE CONTRÔLEURS CIVILS FRANÇAIS EN TUNISIE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Considérant que l'article 1^{er} de la Convention franco-tunisienne du 8 juin 1883 donne au Gouvernement français la faculté de provoquer dans la Régence les réformes administratives nécessaires pour la bonne organisation du pays ;

Considérant que le fonctionnement de notre Protectorat comporte, d'une part, le maintien d'une administration indigène, d'autre part, l'exercice, par l'autorité française, d'un contrôle permanent sur les actes de cette administration ;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser d'une manière régulière le service du contrôle ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 7 avril 1884,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Un corps de contrôleurs civils français est institué en Tunisie. Ils relèveront du Résident de la République française.

ART. 2.

Les contrôleurs civils seront nommés par décret du Président de la République, sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères.

Des contrôleurs suppléants pourront être nommés par le Résident du Gouvernement à Tunis.

ART. 3.

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 octobre 1884.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

JULES FERRY.

VI.

RAPPORT

ADRESSÉ AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

À L'EFFET

DE DÉFINIR LES ATTRIBUTIONS DU REPRÉSENTANT DE LA RÉPUBLIQUE EN TUNISIE.

DÉCRET CONFORME.

Paris, le 23 juin 1885.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Lorsque le Gouvernement de la République a voulu organiser son protectorat dans la Régence, il a dû se préoccuper de choisir une autorité unique pour être dépositaire des pouvoirs que les traités lui avaient reconnus en Tunisie. Il est, en effet, de principe, dans les colonies et dans les pays de protectorat relevant de la France, que les différents services ne doivent pas y être simplement juxtaposés, ni garder la faculté de correspondre isolément avec les Ministres français compétents. Dans chaque contrée, un Agent d'un rang élevé est investi du droit de communiquer avec le Gouvernement central, de le représenter auprès des diverses administrations locales et de prévenir les difficultés, en veillant à ce que chacune d'entre elles ne sorte pas de ses attributions.

C'est ainsi qu'en Algérie, il a été décidé, par décret du 15 mars 1879, que le Gouverneur général aurait *sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes.*

Les ordonnances du 21 août 1825, du 9 février 1827, du 22 août 1833, etc., ont établi de même pour les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de l'Inde, etc., que le Gouverneur de chacun de ces pays y serait le représentant suprême du Gouvernement français et serait chargé du *commandement général et de la haute administration.* Une ordonnance de 1869 a

conféré les mêmes attributions au Commissaire du Gouvernement aux îles Taïti, alors pays de protectorat.

Conformément à ces divers précédents, il fut décidé, en 1882, qu'en ce qui concerne la Tunisie, ces fonctions supérieures seraient confiées au Résident. Le décret du 22 avril 1882, tout en rattachant aux départements ministériels français les différentes administrations existant dans la Régence, a fait du Résident l'intermédiaire obligé entre les Ministères et les *divers services ou établissements institués en Tunisie*. Toute la correspondance devait passer par ses mains et être ensuite examinée, au point de vue politique, par le Ministre des Affaires étrangères qui se chargeait de la répartir entre ses Collègues.

Une pratique de trois années et le développement pris à la suite de nos réformes par certaines branches de l'Administration ont démontré qu'il était nécessaire de préciser les termes du décret du 22 avril et de mieux définir les pouvoirs du Résident, tout en supprimant ce qui pourrait conduire à un formalisme excessif. Plusieurs services tendent à prendre une extension considérable, et il paraît difficile de leur imposer, pour tous les détails, les lenteurs d'un double intermédiaire. D'autres, et non des moins importants, ont été jusqu'ici, pour des raisons diverses, en partie soustraits au contrôle du Résident.

Il conviendrait de distinguer désormais, dans chacune des branches administratives, les affaires d'ordre technique, celles qui constituent le fonctionnement en quelque sorte intérieur et normal du service, des affaires qui présentent une portée politique ou qui exigent le concours de plusieurs administrations différentes. Les premières peuvent, sans inconvénient, être traitées en dehors de l'intervention du Résident. Pour les secondes, il est, au contraire, l'intermédiaire désigné, et aucune mesure pouvant engager à un degré quelconque la responsabilité du Gouvernement ne devra être prise sans son approbation préalable.

Des actes tels que des déplacements importants de troupes, des modifications dans l'armée indigène, des règlements ou des décisions touchant à des questions de police et à la sécurité des personnes, des projets de travaux d'intérêt public, des remaniements d'impôts, des changements de circonscriptions administratives, et, en général, toutes les dispositions ayant un caractère permanent et réglementaire ne pourront intervenir sans le concours ou le consentement du Résident. Il aura, de plus, vis-à-vis de toutes les administrations de la Régence, un rôle naturel de modérateur, et son intervention opportune préviendra les conflits qui, dans les pays nouvellement soumis à l'influence européenne, tendent souvent à se produire.

Les administrations, d'autre part, garderont une indépendance suffisante pour que toutes les mesures de simple exécution puissent être appliquées sans encourir d'inutiles délais. Elles pourront se mouvoir librement dans leur

domaine naturel et ne risqueront pas de modifier l'état de choses en vigueur et d'engager indûment l'action du protectorat.

A cette occasion, il paraît convenable, par assimilation au régime que le traité de Hué vient de mettre en vigueur dans l'Annam et le Tonkin, de remplacer le titre de Résident par celui de *Résident général*, mieux approprié à l'étendue et à l'importance des attributions qui sont dévolues à ce haut fonctionnaire.

Si vous adoptez cette manière de voir, je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre approbation le décret ci-joint.

Je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'assurance de mon profond respect.

Le Ministre des Affaires étrangères,

C. DE FREYCINET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 22 avril 1882;

Vu les lois des 27 mai 1881 et 9 avril 1884;

Vu la loi du 27 mars 1883;

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Le représentant du Gouvernement de la République française en Tunisie porte le titre de Résident général et relève du Ministre des Affaires étrangères.

ART. 2.

Le Résident général est le dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence. Il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes.

ART. 3.

Il a seul le droit de correspondre avec le Gouvernement français. Exception est faite pour les affaires d'un caractère purement technique et d'ordre intérieur dans chaque administration française. Ces affaires pourront être traitées directement avec les Ministres compétents par les chefs des différents services institués en Tunisie.

ART. 4.

Le Résident général communique avec les divers membres du Gouverne-

ment par l'intermédiaire du Ministre des Affaires étrangères. Il les saisit sans délai de toutes les questions qui intéressent leur département.

ART. 5.

Le décret du 22 avril 1882 est abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions susénoncées.

ART. 6.

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 juin 1885.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,

C. DE FREYCINET.

NU

